ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

Édition franco-espagnole

Textes législatifs et réglementaires

Le prix du numéro : 0,80 DH. — Numéro des années antérieures : 1,20 DH.

ABONNEMENT	MAROC		ETRANGER		DIRECTION ET ADMINISTRATION Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE Rabat-Chellah Tél. : 250-24 et 250-25 C.C.P. 101-16 à Rabat Prix des annonces : La ligne de 27 lettres : 0,90 DH (Arrêté du 31 janvier 1952)
	1 an	6 mois	1 an	6 mois	
Edition complète	46 DH	30 DH	52 DH	35 DH	
Edition partielle	24 DH	15 DH	35 DH	20 DH	

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

Les annonces légales et judiciaires prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ». Les textes doivent parvenir, au plus tard, le vendredi pour être publiés dans le numéro à paraître le mercredi de la semaine suivante.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

- P.T.T. — Création d'une série spéciale de timbres-poste.**
Décret royal n° 120-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) portant création d'une série spéciale de timbres-poste. 569
- Police sanitaire. — Mesures à prendre contre la fièvre aphteuse.**
Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 272-66 du 24 mai 1966 prescrivant les mesures à prendre contre la fièvre aphteuse 569

TEXTES PARTICULIERS

- Province de Casablanca. — Expropriation de terrain.**
Décret royal n° 071-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) déclarant d'utilité publique la construction de logements en gare de Moulaine-el-Oued et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire (province de Casablanca) 570
- Marrakech. — Expropriation de terrain.**
Décret royal n° 018-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) déclarant d'utilité publique l'extension du lycée Hassan II à Marrakech et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire à cette fin 570
- Ouezzane. — Société coopérative artisanale des tisseuses de tapis.**
Décret royal n° 104-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) autorisant la constitution de la Société coopérative artisanale des tisseuses de tapis d'Ouezzane 571
- Délégations de signature.**
Arrêté du ministre des finances n° 60-66 du 15 septembre 1965 portant délégation de signature 571
- Arrêté du ministre d'Etat, chargé de la défense nationale n° 139-66 du 22 février 1966 portant délégation de signature 571

- Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 142-66 du 26 février 1966 portant délégation de signature 571
- Arrêté du ministre de l'industrie et des mines n° 184-66 du 2 mars 1966 portant délégation de signature 571
- Arrêté du ministre de l'industrie et des mines n° 268-66 du 27 avril 1966 portant délégation de signature 572
- Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 176-66 du 8 mars 1966 portant délégation de signature 572
- Hydraulique.**
Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 279-66 du 5 mai 1966 portant ouverture d'enquête sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique du Sahel (1 puits), d'un débit continu de 4 l/s, au profit de MM. Berra el Hadj Lahcen et Berra Abdelkadir, marabouts à Soualem-Trifia (province de Casablanca) 572
- Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 280-66 du 5 mai 1966 portant ouverture d'enquête sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 2,5 l/s, au profit de M. Matrougui Hadj Mohamed, demeurant quartier Martini, rue Ahmed-Bennasser, n° 13 à Casablanca 572
- Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 281-66 du 5 mai 1966 portant ouverture d'enquête sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 3 l/s, au profit de M. M'Hamed ben Mohamed el Guezzar, demeurant douar El Marti à Ouled-Jerrar (préfecture de Casablanca) 572
- Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 285-66 du 5 mai 1966 portant ouverture d'enquête sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued El Hassar, d'un débit continu de 2,5 l/s, au profit de M. Jouari Hadj Bouchaïb, demeurant douar Oulad Maâza à la Cascade par Ain-Harrouda (préfecture de Casablanca) 572

Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 286-66 du 5 mai 1966 portant ouverture d'enquête sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 3,4 l/s, au profit de M. Benaïssa ben Lahcen, demeurant au douar Aït-Saïd, Aït-Nadmane-Beni-M'Tir-Sud (cercle d'El-Hajeb) 572

Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 267-66 du 11 mai 1966 portant ouverture d'enquête sur le projet de délimitation du domaine public hydraulique de la daya dite « Aïn Bouiret », sise en bordure du chemin tertiaire n° 1324 au niveau du P.K. 55+000 de la route principale n° 8 (cercle de Chaouïa-Centre) 573

Permis miniers.

Arrêté du ministre de l'industrie et des mines n° 273-66 du 14 mai 1966 prorogeant pour une période de quatre années le permis de recherche d'hydrocarbures dit « Permis Doukkala » 573

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Arrêté royal n° 3-88-66 du 16 mai 1966 modifiant l'arrêté présidentiel du 30 mars 1959 fixant les conditions d'attribution des prestations familiales aux agents temporaires, journaliers et occasionnels de l'État, des municipalités et des établissements publics 573

TEXTES PARTICULIERS

Ministère des affaires administratives, secrétariat général du Gouvernement.

Arrêté du ministre des affaires administratives, secrétaire général du Gouvernement n° 284-66 du 20 mai 1966 établissant les modalités d'application de l'article 5 du décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants 574

Ministère de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeunesse et des sports.

Décret royal n° 163-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) complétant le décret n° 2-59-0501 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) fixant les nouvelles conditions d'accès au cadre général des instituteurs et institutrices .. 574

Ministère de l'industrie et des mines.

Décret royal n° 118-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) complétant le statut des personnels du ministère de l'industrie et des mines 575

Ministère de la santé publique.

Décret royal n° 711-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) modifiant l'arrêté viziriel du 12 hija 1344 (23 juin 1926) formant statut du personnel de la santé et de l'hygiène publiques 575

Ministère des postes, des télégraphes et des téléphones.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 282-66 du 6 mai 1966 portant ouverture d'un concours interne pour le recrutement d'agents des installations 575

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 288-66 du 6 mai 1966 portant ouverture de deux concours pour le recrutement d'agents d'exploitation .. 575

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 289-66 du 6 mai 1966 portant ouverture de deux concours pour le recrutement de contrôleurs 576

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 290-66 du 6 mai 1966 portant ouverture d'un concours interne pour le recrutement d'inspecteurs adjoints (branche P.T.T.) 576

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 291-66 du 6 mai 1966 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'ouvriers d'État de 3^e catégorie du service des installations électromécaniques .. 576

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 292-66 du 6 mai 1966 portant ouverture de concours pour le recrutement de contrôleurs des installations électromécaniques 576

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 293-66 du 6 mai 1966 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de dessinateurs 577

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 294-66 du 6 mai 1966 portant ouverture d'un concours professionnel pour le recrutement d'inspecteurs-rédacteurs 577

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois 577
Nominations et promotions 577
Résultats de concours et d'examens 582

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de l'Office des changes n° 1148 du 29 avril 1966 relatif à une émission permanente de bons à dix ans réservés aux titulaires de sommes intransférables au regard de la réglementation des changes 583
Avis de radiation de pavillons marocains 584
Avis de découvertes d'épaves maritimes (1^{er} trimestre 1966) .. 584

SUMARIO

Páginas

TEXTOS GENERALES

Correos, telégrafos y teléfonos. — Emisión de una serie especial de sellos de correos.
Real decreto n.º 120-66 de 26 de moharrem de 1386 (16 de mayo de 1966) por el que se autoriza la emisión de una serie especial de sellos de correos 585

Policía de la circulación y del rodaje.
Acuerdo del ministro de obras públicas y de comunicaciones n.º 221-66, de 12 de abril de 1966, por el que se limita la velocidad de los vehículos automóviles en la carretera secundaria n.º 303, de Azrú a las fuentes del Um-er-Rebia, entre los P.K. 10 + 500 y 12 + 500 (travesía de Aïn Leuh) 585

Antigua zona de protectorado español y provincia de Tánger. — Fabricación, venta y distribución de vacunas, sueros terapéuticos y diversos productos biológicos.
Acuerdo conjunto del ministro de agricultura y de la reforma agraria y del ministro de sanidad pública, n.º 231-66, de 15 de abril de 1966, por el que se extiende a la antigua zona de protectorado español y a la provincia de Tánger el dahir de 24 de rabia I de 1369 (14 de enero de 1950) por el que se reglamenta la fabricación, la venta y la distribución de vacunas, sueros terapéuticos y diversos productos biológicos 585

Anuario oficial de abonados al teléfono. — Precios de cesión de la edición 1966.

Acuerdo del ministro de correos, telégrafos y teléfonos n.º 263-66, de 16 de abril de 1966, por el que se fijan los precios de cesión de la edición 1966 del Anuario oficial de abonados al teléfono en Marruecos 585

Campaña vinícola 1965 y condiciones de venta de los vinos.

Acuerdo del ministro de agricultura y de la reforma agraria n.º 239-66, de 21 de abril de 1966, por el que se modifica el acuerdo n.º 769-65, de 4 de diciembre de 1965, que reglamenta la campaña vinícola 1965 y fija las condiciones de venta de los vinos de la cosecha de dicho año 585

Correos, telégrafos y teléfonos. — Tasas telefónicas y su distribución en el régimen internacional.

Acuerdo del ministro de correos, telégrafos y teléfonos número 251-66, de 21 de abril de 1966, por el que se modifica el acuerdo ministerial n.º 078-64, de 28 de febrero de 1964, que fija las tasas telefónicas y su distribución en el régimen internacional 586

Emisión de bonos a diez años.

Acuerdo del ministro de finanzas n.º 226-66, de 25 de abril de 1966, relativo a una emisión de bonos a diez años por un importe nominal máximo de cuarenta millones de dirhames 586

Emisión de bonos de caja por el Banco nacional para el desarrollo económico.

Acuerdo del ministro de finanzas n.º 246-66, de 28 de abril de 1966, por el que se determinan las condiciones y modalidades de emisión de bonos de caja por el Banco nacional para el desarrollo económico 587

TEXTOS PARTICULARES

Delegaciones de firma.

Acuerdo del ministro de finanzas n.º 60-66, de 15 de septiembre de 1965, sobre delegación de firma 587

Acuerdo del ministro de Estado, encargado de la defensa nacional, n.º 139-66, de 22 de febrero de 1966, sobre delegación de firma 587

Acuerdo del ministro de agricultura y de la reforma agraria n.º 142-66, de 26 de febrero de 1966, sobre delegación de firma 587

Acuerdo del ministro de industria y de minas n.º 184-66, de 2 de marzo de 1966, sobre delegación de firma 587

Acuerdo del ministro de correos, telégrafos y teléfonos, número 176-66, de 8 de marzo de 1966, sobre delegación de firma 588

Correos, telégrafos y teléfonos. — Transformación y cambio de denominación de una agencia postal (provincia de Nador).

Acuerdo del ministro de correos, telégrafos y teléfonos número 259-66, de 15 de abril de 1966, sobre transformación y cambio de denominación de una agencia postal (provincia de Nador) 588

Permisos mineros.

Acuerdo del ministro de industria y de minas n.º 224-66, de 18 de abril de 1966, por el que se anula el permiso de investigación de hidrocarburos llamado «Permiso Sus» 588

Decisión del ministro de industria y de minas n.º 240-66, de 5 de abril de 1966, sometiendo a información pública una solicitud de concesión de hidrocarburos 588

AVISOS Y COMUNICACIONES

Aviso a los importadores n.º 612 589

Aviso de la Oficina de cambios n.º 1147, de 30 de marzo de 1966, relativo a los arbitrajes y negociaciones de divisas por extranjeros residentes en Marruecos 590

Indice del costo de vida en Casablanca (111 artículos). Mes de marzo de 1966. Base 100 para el período de octubre 1958 - septiembre 1959 590

TEXTES GÉNÉRAUX

Décret royal n° 120-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) portant création d'une série spéciale de timbres-poste.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le décret royal n° 499-65 du 17 chaabane 1385 (11 décembre 1965) portant ratification des actes du congrès de l'Union postale universelle signés à Vienne le 10 juillet 1964,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création d'une série spéciale de deux timbres-poste à 0,25+0,05 DH et 0,40+0,10 DH, pour la tenue au Maroc du séminaire du Croissant rouge du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

ART. 2. — Le produit de la surtaxe des timbres vendus est destiné à être versé à la caisse du trésorier général, à charge pour lui, d'en reverser le montant au comité central du Croissant rouge marocain.

ART. 3. — Le ministre des postes, des télégraphes et des téléphones est chargé de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 26 moharrem 1386 (16 mai 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 272-66 du 24 mai 1966 prescrivant les mesures à prendre contre la fièvre aphteuse.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le dahir du 19 chaabane 1332 (13 juillet 1914) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret du 18 rejeb 1376 (18 février 1957) donnant délégation au ministre de l'agriculture pour édicter les mesures propres à garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Lors de la constatation d'un cas de fièvre aphteuse sur les animaux des espèces bovine, ovine, caprine, porcine et cameline, sur la proposition du vétérinaire inspecteur de l'élevage intéressé, le gouverneur de la province ou de la préfecture prend un arrêté portant déclaration d'infection et détermine l'étendue du périmètre déclaré infecté.

ART. 2. — Est formellement interdite la sortie des animaux de toutes espèces hors des périmètres déclarés infectés.

ART. 3. — Lors de la constatation d'un cas de fièvre aphteuse dans une exploitation tous les animaux de cette dernière, reconnus contaminés et réceptifs seront obligatoirement abattus sans délai dans l'abattoir régulièrement surveillé le plus proche où ils seront

transportés, sous laissez-passer, en camion clos qui sera désinfecté avant de sortir de l'abattoir.

ART. 4. — La vaccination antiaphteuse des animaux réceptifs se trouvant dans le périmètre déclaré infecté peut être déclarée obligatoire par décision du directeur des services vétérinaires et de l'élevage.

ART. 5. — Le vaccin antiaphteux est fourni gratuitement par la direction des services vétérinaires et de l'élevage du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire. Les interventions sont réalisées par les vétérinaires inspecteurs de l'élevage.

ART. 6. — Les étables reconnues contaminées devront être désinfectées conformément aux prescriptions du vétérinaire inspecteur habilité. Aucun animal nouveau ne pourra être introduit dans l'étable avant qu'il ne soit mis fin à la déclaration d'infection dans les conditions définies à l'article 12.

Le lait des femelles atteintes de fièvre aphteuse ne peut être vendu pour la consommation. Cette mesure s'applique à tous les animaux d'une étable déclarée infectée, ainsi qu'à tous les produits dérivés du lait.

ART. 7. — Il est procédé à la date de l'abattage à une estimation sur pied de chaque animal par une commission composée :

D'un expert désigné par le propriétaire ou l'exploitant ;

Du vétérinaire inspecteur chef des services vétérinaires régionaux de l'élevage ou de son représentant ;

Du vétérinaire inspecteur de l'abattoir.

Le directeur des services vétérinaires et de l'élevage déterminera la valeur définitive de l'animal au vu du rapport visé à l'article 8.

ART. 8. — Le vétérinaire inspecteur d'abattoir rédigera sur des imprimés délivrés à cet effet par les services vétérinaires, les procès-verbaux d'estimation et d'abattage de chaque animal et les transmettra dans les meilleurs délais au vétérinaire inspecteur, chef des services vétérinaires régionaux, qui les adresse sans retard au directeur des services vétérinaires et de l'élevage en même temps

qu'un compte rendu sur les conditions dans lesquelles se poursuit la désinfection de l'étable en cause.

ART. 9. — Tout propriétaire ou exploitant qui se sera soumis aux mesures prescrites recevra une indemnité destinée à tenir partiellement compte de la perte subie du fait de l'abattage de ses animaux.

Cette perte est calculée d'après la valeur de l'animal sur pied, telle qu'elle est déterminée à l'article 7 déduction faite de la valeur de la viande, des abats et des issues récupérés.

ART. 10. — L'indemnité prévue à l'article 9 est de 40 % de la perte pour les animaux malades cliniquement atteints et de 80 % pour les animaux contaminés.

Toutefois l'indemnité allouée ne pourra dépasser 300 dirhams pour un bovin de race locale, 450 dirhams pour un bovin de race croisée et 900 dirhams pour un bovin de race pure importé ou issu d'importé.

ART. 11. — Aucune indemnité ne pourra être accordée sans attestation de désinfection de l'étable et des locaux avoisinants établie par le vétérinaire inspecteur intéressé.

ART. 12. — Lorsque les animaux ont été abattus il peut être mis fin à la déclaration d'infection, après l'accomplissement de la désinfection, par arrêté du gouverneur pris sur proposition du vétérinaire inspecteur habilité.

Lorsque les animaux ont été vaccinés la mesure visée à l'alinéa précédent peut intervenir quinze jours après la dernière vaccination.

ART. 13. — Est abrogé l'arrêté viziriel du 13 jourmada II 1360 (9 juillet 1941) prescrivant les mesures à prendre contre la fièvre aphteuse.

ART. 14. — Le directeur des services vétérinaires et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à compter du 1^{er} juin 1966.

Rabat, le 24 mai 1966.

HADDOU CHIGUER.

TEXTES PARTICULIERS

Décret royal n° 071-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) déclarant d'utilité publique la construction de logements en gare de Moualine-el-Oued et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire (province de Casablanca).

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;
Vu le dossier de l'enquête ouverte du 29 juillet au 30 septembre 1964 dans le caïdat des M'Zamza (cercle de Settat) ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics et des communications,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction de logements en gare de Moualine-el-Oued.

ART. 2. — Est, en conséquence, frappée d'expropriation la parcelle de terrain figurée par une teinte rose sur le plan parcellaire au 1/1.000 annexé à l'original du présent décret royal et désignée au tableau ci-après :

NUMÉRO de la parcelle	NUMÉRO DU TITRE FONCIER	NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE OU PRÉSUMÉ TEL	SUPERFICIE	OBSERVATION
1	Non immatriculée.	M ^{me} Aïcha bent Abdeslem ben Bouazza, héritière de feu Abdeslem ben Bouazza, douar Ouled-Maharouf-Cheikh Bouchaïb, Sidi-el-Aïdi.	26 a. 80 ca.	culture

ART. 3. — Le droit d'expropriation est délégué à l'Office national des chemins de fer.

ART. 4. — Le ministre des travaux publics et des communications et le directeur de l'Office national des chemins de fer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret royal.

Fait à Rabat, le 26 moharrem 1386 (16 mai 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 018-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) déclarant d'utilité publique l'extension du lycée Hassan II à Marrakech et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire à cette fin.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;
Vu le dossier de l'enquête ouverte du 26 mai au 28 juillet 1965 ;
Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique l'extension du lycée Hassan-II à Marrakech.

ART. 2. — Est, en conséquence, frappée d'expropriation la propriété dite « Société immobilière de Marrakech-Guéliz lot VIII », titre foncier n° 1945 M., sise à Marrakech-Guéliz, avenue du Djenan-el-Harti, d'une superficie approximative de cinq mille trois cent quatre-vingt sept mètres carrés (5.387 m²), appartenant à la Société immobilière de Marrakech, dont le siège social est à Marrakech, rue Sidi-Mimoun et telle au surplus, que ladite propriété est délimitée par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret royal.

ART. 3. — Le sous-directeur, chef du service des domaines, est chargé de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 moharrem 1386 (16 mai 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 104-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) autorisant la constitution de la Société coopérative artisanale des tisseuses de tapis d'Ouezzane.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 9 rebia II 1357 (8 juin 1938) autorisant la constitution de coopératives artisanales et organisant le crédit à ces coopératives, tel qu'il a été modifié et complété par les dahirs du 29 rebia I 1358 (19 mai 1939), 6 rejeb 1369 (24 avril 1950) et 25 moharrem 1377 (23 août 1957) ;

Vu le projet de statuts de la Société coopérative artisanale des tisseuses de tapis d'Ouezzane ;

Sur la proposition du ministre du commerce et de l'artisanat ;
Après avis du bureau pour le développement de la coopération ;
Après avis du ministre des finances,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la constitution de la Société coopérative artisanale des tisseuses de tapis d'Ouezzane, dont le siège social est Place-Rouida à Ouezzane.

ART. 2. — Le ministre du commerce et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 moharrem 1386 (16 mai 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Arrêté du ministre des finances n° 60-66 du 15 septembre 1965 portant délégation de signature.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'État et sous-secrétaires d'État, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958) et notamment son article premier ;

Vu le décret royal n° 138-65 du 8 safar 1385 (8 juin 1965) portant constitution du Gouvernement, tel qu'il a été modifié et complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Benhayoun Qassem, directeur de l'administration des douanes et impôts indirects, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre des finances, tous actes concernant les services relevant de cette direction, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires.

ART. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benhayoun Qassem la délégation de signature prévue à l'article premier ci-dessus est donnée à M. Alami Hassan, adjoint au directeur des douanes.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 15 septembre 1965.

MAMOUN TAHIRI.

Sa Majesté le Roi,

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Arrêté du ministre d'État, chargé de la défense nationale n° 139-66 du 22 février 1966 portant délégation de signature.

LE MINISTRE D'ÉTAT, CHARGÉ DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'État et sous-secrétaires d'État, tel qu'il a été modifié et complété et notamment son article premier ;

Vu le décret royal n° 138-65 du 8 safar 1385 (8 juin 1965) portant constitution du Gouvernement, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. le colonel Driss Benaïssa Faqir, secrétaire général du ministère de la défense nationale, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre d'État, chargé de la défense nationale, tous actes concernant l'ensemble des services relevant de l'autorité de ce ministre, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 22 février 1966.

MAIJOUBI AHARDAN.

Sa Majesté le Roi,

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 142-66 du 26 février 1966 portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'État et sous-secrétaires d'État, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958) et notamment son article premier ;

Vu le décret royal n° 138-65 du 8 safar 1385 (8 juin 1965) portant constitution du Gouvernement, tel qu'il a été modifié et complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Bekkali Abdallah secrétaire général, à l'effet de viser ou de signer, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de l'autorité de ce ministre, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 26 février 1966.

HADDOU CHIGUER.

Sa Majesté le Roi,

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Arrêté du ministre de l'industrie et des mines n° 184-66 du 2 mars 1966 portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES,

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'État et

sous-secrétaire d'État, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958) et notamment son article premier ;

Vu le décret royal n° 138-65 du 8 safar 1385 (8 juin 1965) portant constitution du Gouvernement, tel qu'il a été complété et modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente de signature est donnée pour signer ou viser, au nom du ministre de l'industrie et des mines, tous actes afférents à l'administration du personnel relevant de leur autorité respective, à l'exception de ceux nécessitant ou impliquant préalablement un choix, des décrets et des arrêtés réglementaires à :

M. Yahia Chefchaoui, ingénieur en chef des mines, directeur des mines et de la géologie ;

M. Abderrahman Guerraoui, sous-directeur, chef de la direction de l'industrie.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 mars 1966.

AHMED ALAOUI.

Sa Majesté le Roi,

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Arrêté du ministre de l'industrie et des mines n° 268-66 du 27 avril 1966 portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES,

Vu le dahir n° 1-58-041 du 29 moharrem 1378 (6 août 1958) portant règlement sur la comptabilité publique, tel qu'il a été complété et modifié et notamment son article 35 ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'État et sous-secrétaire d'État, tel qu'il a été complété ou modifié et notamment son article 2 ;

Vu le décret royal n° 138-65 du 8 safar 1385 (8 juin 1965) portant constitution du Gouvernement, tel qu'il a été complété et modifié ;

Après avis conforme du ministre des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation permanente est donnée à l'effet de signer, au nom du ministre de l'industrie et des mines, les ordonnances de paiement, de virement ou de délégation de crédits, les pièces justificatives de dépenses, les ordres de recettes et les ouvertures de crédits d'engagement au titre du budget général du ministère de l'industrie et des mines à :

M. Benjelloun Aomar, chef de la direction administrative ;

M. Pubreuil Yvan Guy, inspecteur principal.

ART. 2. — Le présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* abroge l'arrêté n° 174-66 en date du 2 mars 1966 portant délégation de signature.

Rabat, le 27 avril 1966.

AHMED ALAOUI.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 178-66 du 8 mars 1966 portant délégation de signature.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,

Vu le décret royal n° 138-65 du 8 safar 1385 (8 juin 1965) portant constitution du Gouvernement, tel qu'il a été complété et modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'État et sous-secrétaires d'État, tel qu'il a été modifié et complété et notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation permanente de signature est donnée à M. Berrada Abderrazak, secrétaire général, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones, tous actes concernant les services relevant de l'autorité de ce ministre, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 8 mars 1966.

BADREDDINE SENOUSI.

Sa Majesté le Roi,

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 279-66 en date du 5 mai 1966 une enquête publique est ouverte du 6 juin au 14 juin 1966 dans le cercle de Chaouïa-Centre à Berrechid (province de Casablanca) sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique du Sahel (1 puits), d'un débit continu de 4 l/s, au profit de MM. Berra el Hadj Lahcen et Berra Abdelkadir, maraichers à Soualem-Triffa.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Chaouïa-Centre à Berrechid (province de Casablanca).

*
*
*

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 280-66 en date du 5 mai 1966 une enquête publique est ouverte du 6 juin au 14 juin 1966 dans le cercle de Chaouïa-Centre à Berrechid sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 2,5 l/s, au profit de M. Matrougui Hadj Mohamed, demeurant quartier Marlini, rue Ahmed-Bennasser n° 13 à Casablanca.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Chaouïa-Centre à Berrechid.

*
*
*

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 281-66 en date du 5 mai 1966 une enquête publique est ouverte du 6 juin au 14 juin 1966 dans les bureaux du caïdat des Mediouna Ouled-Ziane (préfecture de Casablanca) sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 3 l/s, au profit de M. M'Hamed ben Mohamed et Guezzar, demeurant douar El Harti à Ouled-Jerrar (préfecture de Casablanca).

Le dossier est déposé dans les bureaux du caïdat des Mediouna Ouled-Ziane (préfecture de Casablanca).

*
*
*

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 285-66 en date du 5 mai 1966 une enquête publique est ouverte du 6 juin au 7 juillet 1966 dans le caïdat des Zenata à Mohammédia sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued El Hassar, d'un débit continu de 2,5 l/s, au profit de M. Jouari Hadj Bouchaïb, demeurant douar Oulad-Maâza à la Cascade par Aïn-Harrouda (préfecture de Casablanca).

Le dossier est déposé dans les bureaux du caïdat des Zenata à Mohammédia.

*
*
*

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 286-66 en date du 5 mai 1966 une enquête publique est ouverte du 6 juin au 14 juin 1966 dans le cercle d'El-Hajeb sur le

projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 3,4 l/s, au profit de M. Ben-naïssa ben Lahcen, demeurant au douar Ait-Saïd, Aït-Naâmane-Beni-M'Tir-Sud (cercle d'El-Hajeb).

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle d'El-Hajeb.

*
* * *

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 267-66 en date du 11 mai 1966 une enquête publique est ouverte du 20 juin au 21 juillet 1966 dans les bureaux du cercle de Chaouïa-Centre à Berrechid sur le projet de délimitation du domaine public hydraulique de la dáya dite « Aïn Bouiret », sise en bordure du chemin tertiaire n° 1324 au niveau du P.K. 55+000 de la route principale n° 8.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Chaouïa-Centre à Berrechid.

Arrêté du ministre de l'industrie et des mines n° 273-66 du 14 mai 1966 prorogeant pour une période de quatre années le permis de recherche d'hydrocarbures dit « Permis Doukkala ».

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES,

Vu le dahir n° 1-58-227 du 4 moharrem 1378 (21 juillet 1958) portant code de la recherche et de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, notamment ses articles 18 et 20 ;

Vu le décret n° 2-58-879 du 6 moharrem 1378 (23 juillet 1958) fixant les conditions de dépôt et d'enregistrement des demandes de permis de recherche, des demandes de prorogation de permis de recherche et des demandes de concessions d'hydrocarbures, notamment ses articles 5 et 6 ;

Vu l'arrêté du ministre du commerce, de l'industrie, des mines, de l'artisanat et de la marine marchande n° 673-61 du 6 décembre 1961 accordant au Bureau de recherches et de participations minières un permis de recherche d'hydrocarbures dit « Permis Doukkala » ;

Vu la demande de prorogation du permis de recherche d'hydrocarbures dit « Permis Doukkala » déposée au service des mines à Rabat le 5 octobre 1965 par le Bureau de recherches et de participations minières ;

Vu l'avis de la direction des mines et de la géologie n° 721-65 du 10 novembre 1965 relatif aux surfaces abandonnées par le Bureau de recherches et de participations minières, et publié au *Bulletin officiel* n° 2768, du 17 novembre 1965,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le permis « Doukkala » est prorogé pour une durée de quatre ans à compter du 6 décembre 1965.

ART. 2. — La superficie (9.300 km²) conservée par le Bureau de recherches et de participations minières et sur laquelle porte la prorogation est ainsi limitée :

a) Par les lignes droites joignant successivement les points 1 à 11 des coordonnées Lambert-Nord Maroc suivantes :

Points	X	Y
1 le littoral à l'intersection de la coordonnée	153	153
2	136	153
3	136	143
4	139	143
5	139	139
6	145	139
7	145	133
8	157	133
9	157	129
10	167	129
11	167	123

Points	X	Y
12	182	123
13	182	112
14	183	112
15	183	131
16	179	131
17	179	141
18	162	141
19	162	164
20	164	164
21	164	169
22	190	169
23	190	172
24	195	172
25	195	187
26	199	187
27	199	195
28	204	195
29	204	202
30	208	202
31	208	209
32	213	209
33	213	220
34	219	220
35	219	232
36	225	232
37	225	242
38	231	242
39	231	251
40	236	251
41	236	264
42	251	264
43	251	286
44	le littoral à l'intersection de la coordonnée 286	

b) Par la ligne des plus basses eaux de la côte atlantique joignant le point 44 au point 1.

ART. 3. — Le présent arrêté sera notifié au Bureau de recherches et de participations minières et à la conservation de la propriété foncière de Rabat.

Rabat, le 14 mai 1966.

AHMED ALAOUÏ.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Arrêté royal n° 3-88-66 du 16 mai 1966 modifiant l'arrêté présidentiel du 30 mars 1959 fixant les conditions d'attribution des prestations familiales aux agents temporaires, journaliers et occasionnels de l'État, des municipalités et des établissements publics.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 138-65 du 8 safar 1385 (8 juin 1965) portant constitution du Gouvernement, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du président du conseil du 30 mars 1959 fixant les conditions d'attribution des prestations familiales aux agents temporaires, journaliers et occasionnels de l'État, des municipalités et des établissements publics ;

Sur proposition du ministre des affaires administratives, secrétaire général du Gouvernement et après visa du ministre des finances,

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 de l'arrêté présidentiel du 30 mars 1959 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 7. — Le taux mensuel du sursalaire familial est fixé « uniformément à 24 dirhams par enfant. »

(Le reste sans modification.)

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté royal prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1966.

Rabat, le 16 mai 1966.

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

TEXTES PARTICULIERS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Arrêté du ministre des affaires administratives, secrétaire général du Gouvernement n° 284-66 du 20 mai 1966 établissant les modalités d'application de l'article 5 du décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, SECRETARE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT,

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants et notamment son article 5 ;

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2-62-044 du 15 chaoual 1381 (22 mars 1962) portant prorogation de certaines dispositions exceptionnelles et transitoires permettant l'accès à certains emplois des administrations publiques et offices ;

Vu le décret n° 2-59-0201 du 20 ramadan 1378 (30 mars 1959) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les modalités de recrutement des agents publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les candidats ayant la qualité de résistant bénéficient d'une priorité absolue pour le recrutement direct aux emplois énumérés ci-dessous des administrations de l'État et des municipalités :

Chaouchs-mokhaznis ;

Emplois du cadre subalterne des municipalités (toutes catégories) ;

Sous-agents publics (toutes catégories) ;

Gardiens-cavaliers, marins de l'administration des douanes et impôts indirects ;

Infirmiers vétérinaires du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Agents publics de 4^e, 3^e, 2^e et 1^{re} catégories dans les conditions fixées par le décret n° 2-59-0201 susvisé.

ART. 2. — Ils bénéficient également d'une priorité absolue pour l'accès aux emplois des administrations de l'État et des municipalités concernés par les dispositions du décret n° 2-62-044 susvisé se rapportant aux recrutements sur titres.

ART. 3. — Les dossiers de candidatures aux emplois prévus aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus devront obligatoirement comporter, sous peine de nullité, une attestation de l'Office national des résistants certifiant que le candidat relève de son organisme, ou à défaut, qu'il n'existe aucun de ses ressortissants susceptible de bénéficier de l'emploi considéré.

Le contrôleur des engagements de dépenses et les receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la stricte exécution de cette disposition.

ART. 4. — Aucune condition d'âge pour l'accès à l'emploi postulé n'est opposable aux intéressés sous réserve que ceux-ci puissent compter quinze ans de services civils valables ou validables à la date d'admission à la retraite.

ART. 5. — Les recrutements intervenus en application des dispositions qui précèdent s'effectuent dans les conditions fixées par le statut particulier du cadre considéré. Les intéressés font ensuite carrière conformément aux dispositions statutaires qui régissent l'ensemble des fonctionnaires du cadre.

ART. 6. — Les modalités de recrutement dans les emplois relevant des établissements publics feront l'objet d'un arrêté séparé du ministre des affaires administratives, secrétaire général du Gouvernement.

Rabat, le 20 mai 1966.

M'HAMED BAHINI.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Décret royal n° 163-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) complétant le décret n° 2-59-0501 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) fixant les nouvelles conditions d'accès au cadre général des instituteurs et institutrices.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu l'arrêté viziriel du 12 kaada 1388 (29 juillet 1920) portant organisation du personnel du ministère de l'éducation nationale, tel qu'il a été modifié et complété, notamment par l'arrêté viziriel du 22 chaabane 1369 (9 juin 1950) ;

Vu le décret n° 2-59-0501 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) fixant les nouvelles conditions d'accès au cadre général des instituteurs et institutrices, tel qu'il a été modifié par le décret n° 2-62-585 du 19 kaada 1382 (13 avril 1963),

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 du décret susvisé du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) est complété par les dispositions suivantes :

« Article 5. —

« Toutefois la condition de titre prévue au 3^e alinéa ne sera pas opposable aux anciens mouderrès titularisés dans le cadre particulier des instituteurs avant la publication de l'arrêté viziriel du 22 chaabane 1369 (9 juin 1950) relatif au certificat d'aptitude pédagogique pour l'enseignement de l'arabe. »

ART. 2. — Le présent décret royal prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1959, en ce qui concerne l'ancienneté et le reclassement, et, à partir de la date de sa publication au *Bulletin officiel* en ce qui concerne l'effet pécuniaire.

Fait à Rabat, le 26 moharrem 1386 (16 mai 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES

Décret royal n° 118-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) complétant le statut des personnels du ministère de l'industrie et des mines.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique et notamment son article 9 ;

Vu le dahir n° 1-59-072 du 15 moharrem 1379 (21 juillet 1959) fixant les attributions du ministère de l'éducation nationale en matière d'équivalence de grades universitaires, titres, diplômes et certificats de scolarité ;

Vu le décret n° 2-59-364 du 17 safar 1379 (27 août 1959) déterminant les conditions et la procédure de l'octroi des équivalences de diplômes ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 safar 1371 (22 novembre 1951) relatif au statut du personnel de la production industrielle et des mines,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque l'accès à un cadre régi par l'arrêté viziriel susvisé est subordonné à la possession de diplômes ou titres universitaires ou scolaires, il peut être établi par arrêté du ministre de l'industrie et des mines, approuvé par le ministre des affaires administratives, secrétaire général du Gouvernement, des équivalences qui produiront les mêmes effets et conféreront les mêmes droits que les diplômes ou titres réglementairement prévus.

ART. 2. — Les dispositions de l'article premier ci-dessus sont applicables à compter de leur prise de fonctions, aux agents non titulaires en exercice antérieurement à la date de publication du présent décret royal.

Fait à Rabat, le 26 moharrem 1386 (16 mai 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Décret royal n° 711-66 du 26 moharrem 1386 (16 mai 1966) modifiant l'arrêté viziriel du 12 hija 1344 (23 juin 1926) formant statut du personnel de la santé et de l'hygiène publiques.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu l'arrêté viziriel du 12 hija 1344 (23 juin 1926) formant statut du personnel de la santé et de l'hygiène publiques, notamment son article 23, et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 23 de l'arrêté viziriel du 12 hija 1344 (23 juin 1926) susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 23. — Le cadre des adjoints et des adjoints de santé « diplômés d'État spécialistes comprend les adjoints et adjoints de « santé diplômés d'État spécialistes dans les disciplines suivantes :

- « Monitorat d'enseignement infirmier ;
- « Santé publique ;
- « Sages-femmes ;
- « Assistances sociales ;
- « Majorat de services hospitaliers (médecine, chirurgie, pédiatrie, « ophtalmologie et autres spécialités) ;
- « Neuro-psychiatrie ;

- « Anesthésie ;
- « Électroradiologie ;
- « Rééducation ;
- « Diététique ;
- « Laboratoire ;
- « Services pharmaceutiques ;
- « Hygiène et assainissement ;
- « Contrôle sanitaire aux frontières. »

ART. 2. — Le présent décret royal prendra effet à la date de sa publication au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 moharrem 1386 (16 mai 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 282-66 du 6 mai 1966 portant ouverture d'un concours interne pour le recrutement d'agents des installations.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES,

Vu l'arrêté ministériel du 2 juillet 1965 fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions de recrutement des agents des installations par voie de concours interne,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours interne pour le recrutement de vingt-cinq (25) agents des installations aura lieu à Rabat, et, éventuellement, dans d'autres villes du Maroc, le 24 juin 1966.

ART. 2. — La date de clôture des listes de candidatures est fixée au 28 mai 1966 au soir.

Rabat, le 6 mai 1966.

BADREDDINE SENOUSI.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 288-66 du 6 mai 1966 portant ouverture de deux concours pour le recrutement d'agents d'exploitation.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES,

Vu l'arrêté du 28 avril 1959 fixant les conditions de recrutement par concours des agents d'exploitation ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Des concours pour le recrutement de trois cents (300) agents d'exploitation auront lieu à Rabat et, éventuellement, dans d'autres villes du Maroc, aux dates indiquées ci-après :

Premier concours : le 24 juillet 1966, pour cent cinquante (150) emplois ainsi répartis :

- a) Cent (100) emplois, dont vingt-cinq (25) réservés aux résistants, sont destinés aux candidats masculins ;
- b) Cinquante (50) emplois, dont douze (12) réservés aux résistants, sont réservés aux candidats féminins.

Deuxième concours : le 4 septembre 1966 (réservé aux agents de l'administration des P.T.T.), pour cent cinquante (150) emplois ainsi répartis :

- a) Cent (100) emplois sont destinés aux candidats masculins ;
- b) cinquante (50) emplois sont destinés aux candidats féminins.

Pour chacun des concours, si les résultats laissent disponible une partie des emplois dans l'une des catégories a) et b) susvisées, ces emplois pourront être attribués aux candidats de l'autre catégorie classés en rang utile.

ART. 2. — Les places, éventuellement, disponibles du fait de l'insuffisance du nombre des admissions prononcées à la suite de l'un des concours seront attribuées aux candidats ayant pris part à l'autre concours, de plus, en ce qui concerne le premier concours, si les résultats laissent disponible une partie du contingent des emplois réservés aux résistants, les postes non pourvus seront attribués aux autres candidats classés en rang utile.

ART. 3. — La date de clôture des listes de candidatures est fixée au 24 juin 1966 au soir pour le premier concours et au 23 juillet 1966 au soir pour le deuxième concours.

Rabat, le 6 mai 1966.

BADREDDINE SENOUSI.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 289-66 du 6 mai 1966 portant ouverture de deux concours pour le recrutement de contrôleurs.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES,

Vu l'arrêté du 5 février 1963 fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions de recrutement par concours des contrôleurs des postes, des télégraphes et des téléphones ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Des concours pour le recrutement de cent contrôleurs (100) masculins et féminins auront lieu à Rabat et, éventuellement, dans d'autres villes du Maroc, aux dates indiquées ci-après :

Premier concours : les 13 et 14 août 1966, pour cinquante (50) emplois, dont douze (12) réservés aux résistants.

Deuxième concours : (réservé aux agents de l'administration des P.T.T.), les 17 et 18 septembre 1966, pour cinquante (50) emplois.

ART. 2. — Les places, éventuellement, disponibles du fait de l'insuffisance du nombre des admissions prononcées à la suite de l'un des concours seront attribuées aux candidats ayant pris part à l'autre concours ; de plus, en ce qui concerne le premier concours, si les résultats laissent disponible une partie du contingent des emplois réservés, les postes non pourvus seront attribués aux autres candidats classés en rang utile.

ART. 3. — La date de clôture des listes de candidatures est fixée au 30 juin 1966 au soir pour le premier concours et au 6 août 1966 au soir pour le deuxième concours.

Rabat, le 6 mai 1966.

BADREDDINE SENOUSI.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 290-66 du 6 mai 1966 portant ouverture d'un concours interne pour le recrutement d'inspecteurs adjoints (branche P.T.T.).

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES,

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 1959 fixant les conditions de recrutement par concours interne des inspecteurs adjoints (branche P.T.T.) du ministère des postes, des télégraphes et des téléphones,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours interne pour le recrutement de soixante-dix (70) inspecteurs adjoints de la branche P.T.T. aura lieu à Rabat et, éventuellement, dans d'autres villes du Maroc les 29, 30 et 31 juillet 1966.

ART. 2. — La date de clôture des listes de candidatures est fixée au 25 juin 1966.

Rabat, le 6 mai 1966.

BADREDDINE SENOUSI.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 291-66 du 6 mai 1966 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'ouvriers d'Etat de 3^e catégorie du service des installations électromécaniques.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES,

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 1963 fixant les conditions de recrutement des ouvriers d'Etat de 3^e catégorie du service des installations électromécaniques ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement d'ouvriers d'Etat de 3^e catégorie du service des installations électromécaniques aura lieu à Rabat et, éventuellement, dans d'autres villes du Maroc, le 17 juillet 1966.

ART. 2. — Le nombre d'emplois mis au concours est fixé à quatre-vingts (80) dont vingt (20) réservés aux résistants. Le nombre d'admission pourra, éventuellement, être augmenté du chiffre des candidats classés dernier ex aequo moins un.

Si les résultats laissent disponible une partie du contingent des emplois réservés, les postes non pourvus seront attribués aux autres candidats classés en rang utile.

Le cas échéant, une liste complémentaire pourra être établie pour combler, les emplois refusés par les candidats en ligne.

ART. 3. — La date de clôture des listes de candidatures est fixée au 18 juin 1966 au soir.

Rabat, le 6 mai 1966.

BADREDDINE SENOUSI.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 292-66 du 6 mai 1966 portant ouverture de concours pour le recrutement de contrôleurs des installations électromécaniques.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES,

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 1963 fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions de recrutement, par concours,

des contrôleurs des installations électromécaniques des postes, des télégraphes et des téléphones ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Des concours pour le recrutement de vingt-quatre (24) contrôleurs des installations électromécaniques auront lieu à Rabat et, éventuellement, dans d'autres villes du Maroc, aux dates indiquées ci-après :

Premier concours : le 28 août 1966, pour douze (12) emplois dont trois (3) réservés aux résistants ;

Deuxième concours : réservé aux agents de l'administration des postes, des télégraphes et des téléphones le 10 juillet 1966, pour douze (12) emplois.

ART. 2. — Les places, éventuellement, disponibles du fait de l'insuffisance du nombre des admissions prononcées à la suite de l'un des concours seront attribuées aux candidats ayant pris part à l'autre concours ; de plus, en ce qui concerne le premier concours si les résultats laissent disponible une partie du contingent des emplois réservés, les postes non pourvus seront attribués aux autres candidats classés en rang utile.

ART. 3. — La date de clôture des listes de candidatures est fixée au 16 juillet 1966 au soir pour le premier concours et au 4 juin 1966 au soir pour le deuxième concours.

Rabat, le 6 mai 1966.

BADREDDINE SENOUSSI.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 293-66 du 6 mai 1966 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de dessinateurs.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES,

Vu l'arrêté viziriel du 21 chaoual 1338 (8 juillet 1920) portant organisation du personnel d'exécution des postes, des télégraphes et des téléphones et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 1957 fixant les conditions de recrutement des dessinateurs stagiaires des postes, des télégraphes et des téléphones ;

Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de dessinateurs aura lieu à Rabat et, éventuellement, dans d'autres villes du Maroc, les 25 et 26 septembre 1966.

ART. 2. — Le nombre d'emplois mis au concours est de huit (8) dont deux (2) réservés aux résistants.

Si les résultats laissent disponible une partie du contingent des emplois réservés, les postes non pourvus seront attribués aux autres candidats classés en rang utile.

ART. 3. — La date de clôture des listes de candidatures est fixée au 20 août 1966.

Rabat, le 6 mai 1966.

BADREDDINE SENOUSSI.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 294-66 du 6 mai 1966 portant ouverture d'un concours professionnel pour le recrutement d'inspecteurs-rédacteurs.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES,

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 1958 fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions de recrutement des inspecteurs-rédacteurs, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 6 janvier 1960,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours professionnel pour le recrutement de dix (10) inspecteurs-rédacteurs aura lieu à Rabat et, éventuellement, dans d'autres villes du Maroc, les 4, 5 et 6 août 1966.

ART. 2. — La date de clôture des listes de candidatures est fixée au 4 juillet 1966 au soir.

Rabat, le 6 mai 1966.

BADREDDINE SENOUSSI.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

Par arrêté du ministre du travail et des affaires sociales n° 265-66 du 13 janvier 1966, sont créés et transformés au titre du chapitre 55, article 1^{er} du budget de l'année 1966 les emplois suivants :

TRANSFORMATION D'EMPLOIS.

Service extérieur.

A compter du 1^{er} janvier 1966 :

6 postes de secrétaires d'administration en 6 postes d'inspecteurs du travail.

4 postes de contrôleurs adjoints des lois sociales en agriculture en 4 postes d'inspecteurs du travail.

CRÉATION D'EMPLOIS.

Service extérieur.

2 emplois d'inspecteurs du travail à compter du 1^{er} mars 1966.

2 emplois d'inspecteurs du travail à compter du 1^{er} mai 1966.

2 emplois d'inspecteurs du travail à compter du 1^{er} juillet 1966.

4 emplois d'inspecteurs du travail à compter du 1^{er} octobre 1966.

Nominations et promotions.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Est promu *chaouch de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1966 : M. Bellichi Kessou. (Arrêté du 29 juillet 1965.)

Est rayé des cadres de l'armée active du 1^{er} octobre 1965 : le capitaine Hassan Bentahar. (Décret royal n° 823-65 du 2 kaada 1385/22 février 1966.)

Sont destitués de leur grade :

Du 14 octobre 1965 : le lieutenant Abdelkhalek Mohamed Zougari ;

Du 24 novembre 1965 : le lieutenant Fadli Boughaba.

(Décret royal n° 967-65 du 2 kaada 1385/22 février 1966.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CADRE DES RÉGIES MUNICIPALES.

Sont promus :

*Contrôleurs principaux :**3^e échelon :*Du 1^{er} janvier 1965 : M. Hoga Abdeslam ;Du 1^{er} mai 1965 : M. Lyazidi Mokhtar ;*2^e échelon du 1^{er} septembre 1965 :* M. Benabdellah Abdelghani ;*1^{er} échelon du 1^{er} août 1965 :* M. Boukhira Abdelhadi ;*Contrôleurs :**7^e échelon :*Du 1^{er} novembre 1964 : M. Ayyadi Ahmed ;Du 1^{er} juillet 1965 : M. Bououchma Cheikh ;*6^e échelon :*Du 1^{er} novembre 1962 : M. Ayyadi Ahmed ;Du 1^{er} avril 1963 : M. Bououchma Cheikh ;Du 1^{er} septembre 1965 : M. Abousserhane Mohamed ;*2^e échelon du 1^{er} août 1963 :* M. Ben Mansour Abdellah ;*Agents principaux de constatation et d'assiette :**4^e échelon du 1^{er} janvier 1965 :* M. Acherki Abdellah ;*3^e échelon :*Du 1^{er} avril 1965 : M. Naji Mokhtar ;Du 1^{er} mai 1965 : M. Oulad Cherif Houmada ;Du 1^{er} juin 1965 : M. Benosmane Abderrahmane ;Du 1^{er} juillet 1965 : M. El Alaoui Ismaïli Moulay Ali ;Du 1^{er} septembre 1965 : M. Mattey Mohamed ;*2^e échelon :*

Du 14 novembre 1964 : M. Daoud Almadour ;

Du 1^{er} juillet 1965 : M. Bennis Mohamed ;*1^{er} échelon :*

Du 14 octobre 1961 : M. Daoud Almadour ;

Du 26 janvier 1963 : M. Lahboub Abdenbi ;

Du 1^{er} juillet 1965 : M. Bouchareb Abdeslam ;Du 1^{er} novembre 1965 : M. Doss Bannani ;*Agents de constatation et d'assiette :**5^e échelon :*Du 1^{er} février 1965 : MM. Alaoui Rachid et Lebbar M'Hamed ;Du 1^{er} mars 1965 : M. Torhmi Mohammed ;Du 1^{er} décembre 1965 : M. Jilali Houcine ;*4^e échelon :*Du 1^{er} novembre 1964 : M. Lahkim Abderrahmane ;Du 1^{er} janvier 1965 : M. Amine Ahmed ;Du 1^{er} février 1965 : M. Dekaki Mohammed ;Du 1^{er} juillet 1965 : MM. Badaoui Mohammed et Mouhadi Mehdi ;Du 1^{er} octobre 1965 : MM. Daoudi Abdellatif et M'Zabi Mah-joub ;*3^e échelon :*Du 1^{er} janvier 1963 : M. Amine Ahmed ;Du 1^{er} janvier 1965 : M. Sbihi Mohammed ;Du 1^{er} avril 1965 : MM. El Houari Lahcen, Oultalba Salah et Zouggar Lahcen ;Du 1^{er} mai 1965 : M. Khzami Mouzid ;Du 1^{er} juin 1965 : M. Fret Moulay Ali ;Du 1^{er} septembre 1965 : M. Amine Kacem ;*2^e échelon :*Du 1^{er} janvier 1965 : M. Diouri Abdelghani ;Du 1^{er} mars 1965 : M. Layachi M'Saouri ;Du 1^{er} avril 1965 : M. Benaïd Ahmed ;Du 1^{er} juin 1965 : M. El Hirech Yahya ;Du 1^{er} octobre 1965 : M. Errazki Lahcen.

(Arrêtés du 14 avril 1966.)

**

MINISTÈRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES,
SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT,Sont recrutés et nommés *mokhaznis de 5^e classe* du 8 juin 1965 : MM. Drissi Mohamed et El Makrini Ahmed. (Arrêtés du 13 août 1965.)

**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DES BEAUX-ARTS, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Sont nommés :

Maître de conférence, de 5^e classe du 1^{er} octobre 1965 : M. Belal Abdelaziz ;*Assistant de faculté littéraire de 5^e classe* du 1^{er} janvier 1965, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1963 : M. Bouallou Mohamed ;*Inspecteur de l'enseignement du 1^{er} degré de 4^e classe* du 1^{er} janvier 1965 : M. Ragi Thami ;*Professeur licencié, 2^e échelon* du 1^{er} octobre 1965, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1965 : M. Chbouki Mohamed Bouazza ;*Inspecteurs adjoints :**De 5^e classe* du 1^{er} janvier 1965 : M. Boukamel Mohamed ;*De 6^e classe* du 1^{er} janvier 1965, avec ancienneté du 1^{er} avril 1963 : M. Knidiri Aïssa ;*Institutrices et instituteurs du cadre particulier de 6^e classe :*Du 1^{er} janvier 1962 : MM. Akalaï Ahmed et Baba Mohamed ;Du 1^{er} janvier 1963 : MM. El Moutiou Mohamed, Lahyane Ahmed et Zeroual Abdelkader ;Du 1^{er} octobre 1963 : M. El Rhalmi Ahmed ;Du 1^{er} janvier 1964 : M^{me} Asseffar Jemaâ et M. Alioui Mehdi ;Du 1^{er} janvier 1965 : MM. Frihmet Mohamed, Laghzil Sekkou et Nahi Ahmed ;Du 1^{er} janvier 1966 : M^{lles} Benqaraz Zahra, Bouhelal Amina, Bouria Fatima, Bouzoubaâ Mariya, Iraqi Zoubida, Korati Khadija, Limam Halima, Lmehdi Khadija, Oummal Karima, Tamika Halima, Tamouro Najat, Yacoubi Latifa, M^{me} Ait Ali Azzi Aïcha, MM. Aâda Mohamed, Adidi Abderrahmane, Alla Mohamed, Amer Mohamed, Atmane Kaddour, Assoufi Bihi, Ayar Mohamed, Azzaoui Benyounés, Badri Lahbib, Ben Bouabid Mohamed, Benghazouani Bouazza, Benjaber Ali, Berkhli Bachir, Berriah Mohamed Kamal, Besmoum Lahsen, Bouarsa Larbi, Boukhamssa Moha, Boulemchaghel Achour, Boutid Ahmed, Boutali Boujemaâ, Bouyalaoui Boumediène, Chedni Mohammed, Chaïbi Bouazza, Charahbili Harouchi Mohamed, Chioua Abdesselem, Dahani Saïd, Dali Mustapha, Doukkali Benaïssa, Driss ben Mohamed, Echhad Mostafa, El Ammari Mokhtar, El Fadili Abdeljlil, El Habi Mohamed, El Kaouachi Chérif, El Ouafi Ahmed, Es-Sadki Mohamed, Fellahi Abdelaziz, Hammouchi Sellam, Heummada Abdelkader, Hommadi Ahmed, Housni Brahim, Hsissou Ahmed, Idelcadi Ahmed, Ihmaïne Mohamed, Jawhar Taïb, Jirari Miloud, Kanbou Abderrahim, Kanich Messaoud, Karzazi Mohammed, Legssyer Abdelkader, Melouki Kbir, Mohamed ben Mohamed, Moumou Kouider, Nabih Abdelmajid, Rami Kassem, Ridouane M'Barek, Sedjari Mohamed et Touali Mohamed ;*Monitrices et moniteurs de 6^e classe :*Du 1^{er} octobre 1961, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1959 : M. Berichi Sidi Mohamed ;Du 1^{er} janvier 1964, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1959 : M. Rhazi Mohamed ;

Du 1^{er} octobre 1964 :

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1960 : M. Maâouni Haddou ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1963 : M^{lle} Bouzid Khadija ;

Du 1^{er} janvier 1965, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1964 : MM. Che-maou Lahcen et Raï Hadj Ahmed ;

Du 1^{er} octobre 1965 :

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1964 : M. Irhzo Mohamed ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1964 : M^{lles} Amrani Joutéi Touriya, Bennani Meziane Khadija, Berady Touria, Essemam Yamina, Miri Salima, Soualmi Fatima, M^{me} Soulimani Farida, MM. El Hallaoui Mohamed, Ettajl Mohamed, Laboudi Abdeslem et Mounaâm Ahmed ;

Du 1^{er} janvier 1966 :

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1963 : M. El Qortobi Mohamed ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1964 : MM. Bensid Moulay Ali, Errahou Touhami, El Kassimi Kacem, El Khadi Si Ali, El Mhammedi M'Hamed, Fahmi Brahim, Herraf Ahmed, Jellouli Ahmed, Kabiri Mohamed ben Omar, Kbiri Sidi Mohamed, Lamrabate Abdelkader, Rghiouj Mokhtar, Sadqi Hassane et Skah el Mahdi.

(Arrêtés des 3, 29 février, 11 avril 1964, 18, 24 août, 1^{er} septembre, 20 octobre, 15, 17 novembre, 23, 28, 30 décembre 1965, 7, 24, 28 février, 10, 12, 16, 17, 19, 23, 25, 26, 28, 29 et 31 mars 1966.)

Sont nommés et rangés :

Professeurs licenciés :

2^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1964, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1964 : M^{lle} En-nafis Lekbira ;

Du 1^{er} octobre 1965 :

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1963 : M. Essaydi Mohamed ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1963 : M. Chmaou el Fihri Abdeslam ;

1^{er} échelon :

Du 1^{er} octobre 1965 : M. El Amiri Mohammed ;

Du 1^{er} janvier 1966, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1965 : M. Lasri Ahmed ;

Sont rangés :

Institutrices et instituteurs du cadre général :

De 5^e classe :

Du 1^{er} janvier 1964, avec ancienneté du 1^{er} février 1963 : M. Dri-ouch Abdellah ;

Du 21 mars 1965, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1963 : M. Ben-nani Abdelhaï ;

Du 1^{er} octobre 1965, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1965 : M. Tahri Abdelhafid ;

De 6^e classe :

Du 1^{er} janvier 1965, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1963 : M^{me} Lakhssassi Najat (épouse Bensouda) ;

Du 1^{er} octobre 1965, avec ancienneté du 8 janvier 1963 : M^{me} El Alaoui Aïcha ;

Du 1^{er} janvier 1966, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1963 : M. Ben-jelloun Abderrahmane ;

Sont nommés et reclassés :

Monitrice de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1962, avec ancienneté du 16 novembre 1960 : M^{me} Elkabir Aïcha Fquïha ;

Employé de bureau de 5^e classe du 1^{er} janvier 1962, avec ancienneté du 13 août 1960 : M. Ahmed ben Abdeslam Haroual Ouadrasi ;

Dame employée de 6^e classe du 8 novembre 1962, avec ancienneté du 8 août 1961 : M^{me} Arfaly Khaddouj ;

Est détaché et nommé *professeur licencié*, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1965 : M. Abdelhafid Mohamed Chergui ;

Sont titularisés et rangés :

Sous-intendant, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1964, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1962 : M^{me} Cadoch Delmar Jacqueline ;

Adjoint des services économiques de 2^e classe, 1^{er} échelon du 1^{er} novembre 1964, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1961 : M. Benkarroum Mohamed ;

Sont promus :

Directeur licencié de 1^{re} catégorie, 3^e échelon du 1^{er} novembre 1965, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1963 : M. Aboukhaled Ahmed ;

Professeurs du cadre normal, 5^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1965 : M. Tekrouri el Hassane ;

Du 1^{er} décembre 1965 : M. Samadi Mezuar (ex-Mesuar) ;

Inspecteur adjoint, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1965 : M. Mahdaoui Tayeb ;

Répétiteur surveillant, 2^e ordre, 3^e classe du 1^{er} juillet 1961 : M. El Mokri Abbès ;

Institutrices et instituteurs du cadre particulier :

De 3^e classe :

Du 1^{er} janvier 1963, puis du 1^{er} janvier 1965 nommé *inspecteur adjoint de 5^e classe* : M. Ibn Majah Abdeslam ;

Du 1^{er} octobre 1964 : M. Ibensouda el Mourrikorachi Omar ;

Du 1^{er} juillet 1965 : M^{me} Hafsa Abdeselam Benayiba ;

De 4^e classe :

Du 1^{er} janvier 1965 : MM. Essaâdi Mohamed ben Hassan et Essol-tani Mohamed ;

Du 1^{er} avril 1965 : MM. El Bouayachi Ettai Ali, El Younoussi Ahmed, El Youssi Mohamed, Elahiri Mohammed et Ettachfini el Hassane ;

Du 1^{er} juillet 1965 : M^{mes} Chatraoui Khaddouj et Errami Jamila ;

Du 1^{er} octobre 1965 : M. Charradi Abdelaziz ;

De 5^e classe :

Du 1^{er} avril 1964 : M. Boulac Ahmed ;

Du 1^{er} janvier 1965 : M^{me} Bouguerne Fatima ;

Du 1^{er} avril 1965 : M. Chaouqi M'Hammed ;

Du 1^{er} octobre 1965 : M. Baladi Mohamed.

(Arrêtés des 1^{er} avril, 17 juin, 19 septembre 1964, 28 septembre, 8, 23, 28 octobre, 8 novembre, 13, 21, 24 décembre 1965, 8, 16 janvier, 10, 15, 16, 17, 24 février, 9, 18, 21, 30 mars et 12 avril 1966.)

*
*
*

MINISTÈRE DES FINANCES

DIVISION DES IMPÔTS.

Service des impôts urbains.

Sont promus :

Inspecteurs de 2^e classe :

Du 1^{er} janvier 1965 : MM. Bengio Jacob et Benmouaz Driss ;

Du 1^{er} février 1965 : M. Saoud Mohamed ;

Du 1^{er} mars 1965 : M. Lafqui Haj ;

Du 1^{er} décembre 1965 : MM. Kissi Abdelhamid et Ouardi Moha-med ;

Contrôleurs :

Principal, 2^e échelon du 1^{er} août 1965 : M. Guemra Redouane ;

7^e échelon du 1^{er} juin 1965 : M. Belghazi Larbi ;

4^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1965 : M. Yaziri Miloud ;

Du 1^{er} septembre 1965 : M. Moudèn Mohammed ;

3^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1965 : M. Bouhlal Mohammed ;

Du 1^{er} août 1965 : M. Medina Abdelghafour ;

Du 1^{er} septembre 1965 : M. Gazouli Abdesselam ;

Du 1^{er} octobre 1965 : M. Ahmed ben Hadj Driss Bouqaâ ;

2^e échelon :

Du 1^{er} mars 1965 : M. Abdeslam ben Hadj Allal Solimane ;

Du 1^{er} juin 1965 : M. El Ouadi Hammadi ;

Commis :

De 1^{re} classe :

Du 1^{er} janvier 1965 : M^{lle} Chahik Fatima, MM. Abboul Ezz Ahmed, Benaghmouch Abdelbaki et Benbrahim Mohammed ;

Du 1^{er} mars 1965 : M. Bsis Lahcen ;

Du 1^{er} mai 1965 : M. Adil Larbi ;

Du 1^{er} juin 1965 : MM. Alaoui el Achraf Moulay Brahim, Atiki Boumediane et Slimani ben El Mouaz ;

Du 1^{er} juillet 1965 : M^{lle} El Maâli Khadija ;

Du 1^{er} septembre 1965 : MM. Damir M'Barek et Maâninou Tahar ;

Du 11 octobre 1965 : M^{lle} Bachiry Latifa ;

Du 1^{er} novembre 1965 : MM. Belghiti Mostapha et Mansor Mohamed ;

Du 1^{er} décembre 1965 : M. Sebbata Mohamed ;

De 2^e classe :

Du 1^{er} janvier 1965 : MM. Ali Abdeslam Joued, Chbôuki Mohamed et Darhadj Driss ;

Du 1^{er} avril 1965 : MM. Cherraoui Mohammed et Touaghd Mohamed ;

Du 20 juillet 1965 : M. Tamasna Driss ;

Du 1^{er} août 1965 : M^{me} Lyoussi Faiza (épouse Bennani) et M. Benali Abdellatif ;

Du 1^{er} septembre 1965 : M. Aouinat Abdenbi ;

Du 1^{er} décembre 1965 : MM. Berrada Azzédine, El Herrichi Mohamed et Iherraren Ahmed.

(Arrêtés des 11 novembre 1965 et 12 mars 1966.)

Est recruté, sur titres, et nommé *inspecteur adjoint de 2^e classe* du 15 septembre 1965 : M. Rhanime Mohammed ;

Sont titularisés et nommés *inspecteurs adjoints de 3^e classe* après examen de fin de stage :

Du 27 juillet 1965 : M. Ouajjaj Ali ;

Du 18 août 1965 : M. Radouane Mohammed ;

Du 1^{er} septembre 1965 : M. Toumi Omar ;

Du 15 septembre 1965 : M. Chemaou el Fihri Mohamed Saïd ;

Sont nommés :

Inspecteurs adjoints de 3^e classe du 1^{er} décembre 1965 : MM. Aouni Mohammed, Haddad Mohammed, Naciri Mohammed et Rguig Ahmed ;

Contrôleurs, 1^{er} échelon du 1^{er} décembre 1965 : MM. Ahmadi Azzouz, Boujamaoui Omar, El Herichi Mohamed, Fattahi Kalbour et Maâninou Tahar ;

Est titularisé et nommé *contrôleur, 1^{er} échelon* du 18 mars 1966, avec ancienneté du 18 mars 1965 : M. Hmimid Mohammed ;

Sont nommés *commis stagiaires*, puis titularisés et nommés *commis de 3^e classe* :

Du 6 octobre 1965, avec ancienneté du 3 mars 1965 : M. Bouasri Mohammed ;

Du 1^{er} janvier 1966 : M^{lle} Atassi Aïcha ;

Est recruté et nommé *commis stagiaire*, après concours, du 15 novembre 1965 : M. Jalti Benyounès.

(Arrêtés des 4, 8, 16 février, 2, 12, 30 et 31 mars 1966.)

Enregistrement et timbre.

Est nommé, sur titres, *inspecteur adjoint de 2^e classe* du 27 octobre 1965 : M. El Madini Hassane ;

Est titularisée et nommée *commis de 3^e classe* du 24 juillet 1965, avec ancienneté du 20 juillet 1964 : M^{lle} Benomar Bahija.

(Arrêtés des 5 février et 31 mars 1966.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE

Est promu *ingénieur de 2^e classe, 2^e échelon* du 21 janvier 1963, avec ancienneté du 21 juillet 1962, puis *ingénieur de 2^e classe, 3^e échelon* du 21 août 1962 et *ingénieur de 2^e classe, 4^e échelon* du 21 septembre 1964 : M. Tamri M'Hamed ;

Sont nommés :

Ingénieur de 2^e classe, 1^{er} échelon du 10 juillet 1965 : M. Al-Bouhali Mohammed ;

Ingénieur des travaux de 2^e classe, 1^{er} échelon du 11 juillet 1965 : M. Baroudi Abdesselam ;

Sont promus :

Rédacteurs des services extérieurs de 2^e classe :

4^e échelon du 1^{er} mars 1965 : M. Kiran Abdelkader ;

3^e échelon du 1^{er} novembre 1964 : M. El Graoui Hamid ;

2^e échelon :

Du 12 février 1965 : M. Khalis Ahmed ;

Du 1^{er} juillet 1965 : M^{lle} Amar Eliane ;

Commis principaux de 3^e classe :

Du 29 février 1965 : M. Aoufi Ahmed ;

Du 24 mai 1965 : M. Bennis Omar ;

Du 20 novembre 1965 : M. Khalil Mohamed ;

Commis :

De 1^{re} classe :

Du 26 mai 1964 : M. Lamrani Mohamed ;

Du 18 juin 1965 : M. Naboulsy Jamaâ ;

Du 13 juillet 1965 : M. Ouahadi Ahmed ;

Du 6 juillet 1965 : M. Montassère Abdelwahab ;

Du 1^{er} août 1965 : M. Ben Akki Lekbir ;

Du 1^{er} octobre 1965 : M. Toufellah Ayoub ;

Du 16 décembre 1965 : M. Serhane Tayeb ;

De 2^e classe :

Du 22 mars 1963 : M. Habti el Idrissi Mohamed ;

Du 16 septembre 1963 : M. Daghouri Lahcen ;

Du 1^{er} janvier 1964 : M^{lle} Cohen Jacqueline ;

Est nommé *commis de 3^e classe* du 1^{er} juin 1963 : M. Silorh Lahcen ;

Est titularisé et nommé *commis de 2^e classe* du 5 juin 1964, avec ancienneté du 5 septembre 1963 : M. El Maghfour Ahmed ;

Sont promus :

Agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon du 16 juillet 1965 : M. Mesrahmi Abbès ;

Sous-agents publics :

De 1^{re} catégorie :

8^e échelon du 1^{er} novembre 1965 : M. Mohamed ben Bachir Mohamed ;

7^e échelon du 1^{er} juillet 1965 : M. Nequab M'Barek ;

4^e échelon du 1^{er} juillet 1965 : M. Hammouda Mohammed ;

De 2^e catégorie, 3^e échelon du 1^{er} août 1965 : M. Mama M'Barek ;

De 3^e catégorie :

8^e échelon du 1^{er} janvier 1965 : M. Smaoui Miloudi ;

7^e échelon du 1^{er} septembre 1965 : M. Saimane Ahmed ;

6^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1965 : M. Bouiyar M'Feddel ;

Du 1^{er} septembre 1965 : M. Aouam Omar ;

4^e échelon du 1^{er} juillet 1965 : M. Rhazal M'Barek ;

3^e échelon du 1^{er} mars 1965 : M. El Houachi Bouabid ;

Dactylographes :

3^e échelon :

Du 24 avril 1965 : M^{me} El Yamani Malika (épouse Zahri) ;

Du 6 septembre 1965 : M^{lle} Benali Habiba ;

2^e échelon :

Du 1^{er} septembre 1964 : M^{lle} Benabou Sol ;
 Du 1^{er} octobre 1964 : M^{lle} Chehbi R'Kia ;
 Du 11 février 1965 : M^{lle} Aoufir Saïda.
 (Arrêtés des 30 avril, 12 mai, 13 décembre 1965, 3, 11 et 12 janvier 1966.)

Sont promus :

Adjoint techniques agricoles :

De 2^e classe du 12 mars 1965 : M. Lameti Mohamed ;

De 3^e classe :

Du 1^{er} janvier 1964 : MM. Kaïssi Mohamed et Motik M'Hamed ;
 Du 1^{er} mai 1964 : M. Cherrat Ali ;
 Du 1^{er} juillet 1964 : M. Lotfaoui Mohamed ;
 Du 1^{er} août 1964 : M. Benmeslout Brick ;
 Du 22 décembre 1964 : M. Ben Bella Abdellah ;
 Du 1^{er} janvier 1965 : MM. Kaïna Yahia et Kebbou Mohamed ;
 Du 1^{er} février 1965 : MM. Bouirmane Mohamed et Boukhlet Maâti ;

Du 1^{er} mars 1965 : MM. Azelmat Moha, Courti Ahmed, Crarci M'Barek et Ettayebi Sidi Tayeb Saïd ;

Du 1^{er} mai 1965 : M. Inbach M'Barek ;

Du 1^{er} juillet 1965 : M. Bellouk Saïd ;

Commis de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1965 : M. Aïdi Mohamed ;

Sont titularisés et reclassés *infirmiers vétérinaires* :

De 2^e classe du 1^{er} juillet 1964 : M. Bergui Mohamed ;

De 3^e classe :

Du 1^{er} juillet 1964 : M. Mansouri Mohamed ;

Du 15 août 1964 : M. Medaghri Alaoui Mohamed ;

Sont reclassés et promus :

Commis de 3^e classe :

Du 1^{er} octobre 1959, de 2^e classe du 16 juin 1961 et de 1^{re} classe du 16 février 1964 : M. Najihi Mostapha ;

Du 1^{er} janvier 1960, de 2^e classe du 26 juillet 1962 et de 1^{re} classe du 21 janvier 1965 : M. El Fassi Abdellah ;

Du 1^{er} janvier 1960, de 2^e classe du 3 février 1962 et de 1^{re} classe du 3 août 1964 : M^{lle} Mekouar Saïdia ;

Du 1^{er} juillet 1962 et de 2^e classe du 8 juillet 1964 : M. El Hachimi el Mostafa.

(Arrêtés des 23 février, 17, 26, 31 mars, 7 et 28 avril 1966.)

La mise en disponibilité pour études de M. Kamal Ahmed est renouvelée pour une nouvelle période d'un an à compter du 13 octobre 1965. (Arrêté du 1^{er} décembre 1965.)

DIVISION DE LA CONSERVATION FONCIÈRE ET DU SERVICE TOPOGRAPHIQUE

Service topographique.

Sont nommés :

Ingénieur géomètre adjoint de 3^e classe du 1^{er} décembre 1965, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1963 : M. Issoumour Lho ;

Agent public hors-catégorie, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1966 : M. Bouizar M'Hamed ;

Est titularisé et nommé *adjoint du cadastre de 4^e classe « section bureau »* du 1^{er} septembre 1965, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1964 : M. Laâmiri Ahmed ;

Est nommé *adjoint du cadastre stagiaire « section bureau »* du 1^{er} août 1965 : M. Tahiri el Alaoui Mustapha ;

Sont promus :

Secrétaire d'administration de 1^{re} classe, 1^{er} échelon : du 1^{er} juillet 1965 : M. Bennani Mohamed ;

Rédacteur des services extérieurs de 1^{re} classe, 1^{er} échelon : du 1^{er} octobre 1965 : M. Daouzli Mohamed Nour-Eddine ;

Commis principaux de 2^e classe :

Du 16 juillet 1965 : M. Tabit Lahbib ;

Du 24 novembre 1965 : M. Elqebbjaj el Hassane ;

*Agents publics :**De 1^{re} catégorie, 4^e échelon :*

Du 7 décembre 1965 : M. Daoudi Mohamed ;

Du 16 décembre 1965 : M. Qaini Faraji ;

De 2^e catégorie :

9^e échelon du 1^{er} mars 1965 : M. Fasla Mohamed ;

5^e échelon du 1^{er} octobre 1965 : M. Elakermi Lhoussine ;

4^e échelon du 1^{er} octobre 1965 : M. El Alami Ahmed ;

De 3^e catégorie :

6^e échelon du 1^{er} décembre 1964 : M. El Marrakchi Abdelrhani ;

5^e échelon :

Du 24 octobre 1965 : M. Benabdallah Mohamed ;

Du 1^{er} décembre 1965 : M. Benchemsi Alami ;

De 4^e catégorie, 9^e échelon du 6 décembre 1965 : M. Baïna Allal ;

Sous-agents publics :

De 1^{re} catégorie, 9^e échelon du 1^{er} mars 1965 : M. Messaoud Messaoud ;

*De 2^e catégorie :**9^e échelon :*

Du 1^{er} mars 1965 : M. Ben Doudou el Houssaïne ;

Du 1^{er} août 1965 : M. Haydadi Ahmed ;

Du 1^{er} décembre 1965 : MM. Naji Haddaoui et Bel Madani Mohamed ;

8^e échelon :

Du 1^{er} août 1965 : M. Laâsraoui Maâti ;

Du 1^{er} décembre 1965 : M. Oukerroum Brahim ;

7^e échelon :

Du 1^{er} avril 1965 : M. Bougdraoui Mohamed ;

Du 1^{er} décembre 1965 : M. Elasri Brahim ;

6^e échelon :

Du 5 septembre 1964 : M. Zahid Ahmed ;

Du 1^{er} avril 1965 : M. Lahrache Allal ;

5^e échelon :

Du 1^{er} avril 1965 : M. Bencheikh Allal ;

Du 16 septembre 1965 : M. Farij Abdallah ;

Du 1^{er} octobre 1965 : M. Harama Mohamed ;

Du 9 octobre 1965 : M. Fernouchi Lahoussine ;

4^e échelon du 1^{er} juillet 1965 : M. Sebbar Abdallah ;

De 3^e catégorie, 5^e échelon :

Du 16 mars 1965 : M. Batal Mustapha ;

Du 1^{er} mai 1965 : M. Dahbi M'Hamed ;

Du 18 juin 1965 : M. Bouthim Brahim ;

Chaouchs :

De 2^e classe du 1^{er} mars 1965 : M. Ennagri Larbi ;

De 4^e classe du 16 août 1965 : M. Benchekroun Abderrahmane ;

Sont licenciés de leurs emplois et radiés des cadres du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire :

Du 1^{er} janvier 1962 : M. Bennis Abdelhakim, ingénieur géomètre de 3^e classe ;

Du 1^{er} janvier 1966 : M. Rhissassi Abdeslam, adjoint du cadastre de 3^e classe ;

Du 1^{er} mars 1966 : M. Bennani Abdelaziz, commis de 2^e classe.

(Arrêtés des 13 décembre 1965, 17 janvier, 3, 4, 17 février, 25 mars et 4 avril 1966.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES COMMUNICATIONS

Sont nommés :

Ingénieur principal de 3^e classe du 1^{er} septembre 1965 : M. Diniya Nourredine ;

Ingénieur adjoint de 3^e classe du 1^{er} octobre 1964 : M. El Kha-tib Abdelmajid ;

Adjoints techniques :

De 2^e classe :

Du 1^{er} janvier 1963, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1962 : M. Cham-si Mohamed ;

Du 1^{er} août 1964 : MM. Youmine Abdelmajid, Najih Mohamed, Beraïch el Bachir et El Moutarajji el Alaoui Taïbi ;

Du 4 janvier 1965 : MM. Grabou Mohamed et El Maâouni Ah-med ;

De 3^e classe du 1^{er} mars 1965 : M. Housni M'Hamed ;

Agent technique principal de 3^e classe du 1^{er} août 1964 : M. M'Darhri Alaoui Abdelmalek ;

Sont titularisés :

Conducteurs de chantier de 5^e classe :

Du 1^{er} juillet 1963, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1962 : M. Ngadi M'Hamed ;

Du 15 avril 1964, avec ancienneté du 15 avril 1963 : M. Darh-rham Laïdi ;

Du 1^{er} juillet 1964, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1963 : MM. Gue-dil Brahim et Lamsaouri M'Hamed ;

Du 1^{er} septembre 1964, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1963 : MM. Zarouki Jilali et Brahim Larbi ;

Du 25 septembre 1964, avec ancienneté du 25 septembre 1963 : M. Tazeroualt Tlemçani Tahar ;

Du 12 octobre 1964, avec ancienneté du 12 octobre 1963 : M. Ra-ched Abderrahmane ;

Du 1^{er} juillet 1965, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1964 : MM. Fa-rid Bouazza, Touchka Abdallah, Iraqi Abdelkader, Tijani Larbi, Nabih el Houssine, Loughzal Driss et Hallami Mohammed ;

Sont promus :

Ingénieurs adjoints :

De 1^{re} classe :

Du 1^{er} septembre 1964 : M. Ellouk Jean Nessim ;

Du 1^{er} juillet 1965 : M. Chraïbi Mohamed ;

De 2^e classe :

Du 1^{er} juillet 1965 : M. Malti Driss ;

Du 1^{er} octobre 1965 : M. Karmouni M'Hamed ;

Adjoints techniques :

Principal de 2^e classe du 1^{er} janvier 1965 : M. Boushira Jacques ;

De 1^{re} classe du 1^{er} septembre 1964 : M. Serraj Abdeslem ;

Agents techniques principaux :

Hors classe du 1^{er} février 1965 : M. Myara Albert ;

De 1^{re} classe du 5 mars 1965 : M. Zerktouni Mohamed ;

De 2^e classe du 5 décembre 1962 : M. Zerktouni Mohamed ;

Conducteurs de chantier :

Principal de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1964 : M. Si Hammu Moha-med ;

De 1^{re} classe :

Du 1^{er} mai 1965 : M. Amjad Mohamed ;

Du 8 juillet 1965 : M. Qassimi Abdellah ;

Du 19 octobre 1965 : M. Maman Albert ;

De 2^e classe :

Du 8 octobre 1962 : M. Qassimi Abdellah ;

Du 1^{er} novembre 1962 : M. Amjad Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1965 : M. Benamou Jacques ;

Du 16 janvier 1965 : M. Nefkhaoui Aïssa ;

Du 1^{er} octobre 1965 : M. Benkarroun Mostafa ;

Du 1^{er} novembre 1965 : M. Benani Abderrahman ;

De 3^e classe :

Du 1^{er} février 1962 : M. Essaoudi Brahim ;

Du 1^{er} janvier 1964 : M. Bakhtyari el Kébir ;

Du 1^{er} mai 1964 : M. Nafkha Bouchaïb ;

Du 1^{er} janvier 1965 : MM. Zahhar Driss, Alla Abdelkader et Loudiyi Mohamed ;

Du 1^{er} février 1965 : M. Abida Mohamed ;

Du 1^{er} mars 1965 : M. Lamaâdidi Abid ;

Du 1^{er} avril 1965 : M. Filali Driss ;

Du 1^{er} mai 1965 : MM. Aïn el Hout Moulay Ahmed, Zro Larbi et El Baraka Ali ;

Du 1^{er} juillet 1965 : MM. Hajji Brahim, Lamtiri Fath-Abderrah-man et Ayyar Mohamed ;

Du 1^{er} septembre 1965 : MM. Maghir Mohamed et Ben Embarek Marcel ;

Du 1^{er} novembre 1965 : MM. Hader Benaïssa et Bourich Moha-med ;

Du 1^{er} décembre 1965 : MM. Boufarès Mohamed et Cherif Moulay Larbi ;

De 4^e classe :

Du 1^{er} juin 1964 : M. El Amraoui el Mostafa ;

Du 1^{er} août 1964 : M. Belhabib Abdelhamid ;

Du 1^{er} janvier 1965 : MM. Tahiri Moulay M'Hamed, Sghir Moha-med et Doubli Mohamed ;

Du 1^{er} avril 1965 : M. Chnaoui Mohamed ;

Du 1^{er} juin 1965 : MM. Touzouz Ali, Assila Jilali, Essagr el Gha-zouani, Belkhir Abdelkader, Harrouch Mohamed et Khaddacha Ahmed ;

Du 1^{er} juillet 1965 : M. Hassaïry Abdelkader ;

Du 1^{er} septembre 1965 : M. Kouri Mohamed.

(Arrêtés et décisions des 4, 5 septembre, 12 novembre 1964, 16 septembre, 26, 27 octobre, 16, 30 novembre, 1^{er}, 17, 23 décem-bre 1965, 26, 27 janvier, 9, 10, 11, 26 février, 9, 10, 16 et 29 mars 1966.)

* * *

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Sont nommés *adjointes et adjoints de santé non diplômés d'État* de 5^e classe :

Du 1^{er} février 1963 : MM. Aoual Mohammed et Touzani Moha-med ;

Du 1^{er} mars 1963 : MM. Messaoudi Saïd, Mouqla Tayab, Bou Mehdi Ahmed, Mounni Mohammed, Mohamed ben Harazem, Mus-tapha Maïmoun Barnosi, Rhayat Mohamed et Sayd Mohamed ;

Du 1^{er} septembre 1963 : M^{lle} El Gachbour Malika et M^{me} Mahir Zoubida ;

Du 1^{er} octobre 1963 : M. Rhouazi el Bekkaye.

(Arrêtés des 2, 13 mars, 14 juillet, 15 octobre, 6 novembre 1963, 9 mars, 30 juillet, 14 août, 8 octobre 1964, 11 mai, 2 et 29 sep-tembre 1965.)

Résultats de concours et d'examens.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES,
SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT.

Examen de fin de stage des secrétaires d'administration stagiaires relevant du ministère des affaires administratives, secrétariat général du Gouvernement (fonction publique) des 16 et 17 mai 1966.

Candidat admis : M. Abou el Hamz Brahim.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE.

*Concours interne d'inspecteur de la répression des fraudes
du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire
du 30 novembre 1965.*

Est admis : M. Ibn Majdoub Hassani Mohammed.

ADDITIF au « Bulletin officiel » n° 2781, du 16 février 1966,
page 207, 2^e colonne

*Examen de titularisation des ingénieurs stagiaires
des travaux agricoles du 8 décembre 1965.*

Sont admis, par ordre de mérite : MM.

..... Laiboud Mohamed.

(La suite sans modification.)

AVIS ET COMMUNICATIONS

**Avis de l'Office des changes n° 1148 du 29 avril 1966 relatif à une
émission permanente de bons à dix ans réservés aux titulaires de
sommes intransférables au regard de la réglementation des changes.**

Le décret royal n° 040-66 du 20 chaoual 1385 (10 février 1966) autorise le ministre des finances à procéder à une émission de bons à 10 ans, réalisable en plusieurs tranches, pour une valeur totale de 50 millions de dirhams, réservée aux titulaires de sommes intransférables au regard de la réglementation des changes.

Deux arrêtés du ministre des finances, pris en application de ce décret royal, ont mis en souscription, du 14 février au 31 mars 1966, une première tranche de 10 millions de dirhams, dont les modalités de souscription et de remboursement au regard de la réglementation des changes ont été indiquées par les avis n°s 1143 du 7 février 1966, 1144 du 14 février 1966 et 1145 du 1^{er} mars 1966.

Un troisième arrêté met en souscription, à compter du 2 mai 1966, une émission permanente de bons identiques, d'un montant maximum de 40 millions de dirhams.

Le présent avis a pour objet de préciser les modalités de souscription et de remboursement de ce nouvel emprunt, au regard de la réglementation des changes.

§ 1. — CONDITIONS DE SOUSCRIPTION.

a) Conditions à remplir par le souscripteur.

La souscription de ces bons est réservée aux personnes physiques ou morales résidant habituellement à l'étranger et possédant, dans les livres d'un intermédiaire agréé au Maroc, des disponibilités en dirhams non transférables.

En l'état actuel de la réglementation des changes, cette définition ne vise que les titulaires des comptes « capital » (1).

b) Valeur nominale.

Les bons, au porteur, seront d'une valeur nominale de 1.000 dirhams et émis au pair.

c) Entremise d'une banque agréée.

Les bons devront obligatoirement être souscrits par l'intermédiaire d'une banque agréée au Maroc.

(1) Par extension des dispositions de la note aux intermédiaires agréés n° 94 du 24 décembre 1965, les banques restent habilitées à présenter à tout moment à l'Office des changes des demandes d'affectation définitive (c'est-à-dire, le cas échéant, de versement en comptes « capital ») pour les sommes qu'elles détiennent pour le compte de non-résidents, et notamment les sommes figurant actuellement en « comptes d'attente ».

d) Dépôt des titres.

Les bons seront :

Ou matériellement déposés chez la banque par l'entremise de laquelle la souscription s'est effectuée ;

Ou adressés à l'étranger par cette banque au propriétaire.

e) Service financier et placement.

La Banque du Maroc est chargée du placement et du service financier de l'émission.

§ 2. — JOUISSANCE.

Les souscriptions étant arrêtées à la fin de chaque mois de calendrier pour constituer une tranche de l'émission, les bons porteront jouissance, pour chaque tranche, du 1^{er} jour suivant le mois au cours duquel aura eu lieu la souscription.

§ 3. — INTÉRÊTS.

a) Taux.

Les bons porteront intérêt au taux de 4 % l'an.

b) Paiement.

Les intérêts seront payables annuellement, à terme échu, et, pour la première fois, une année après la date de jouissance.

c) Transfert.

Le montant des intérêts sera transférable à destination du pays étranger de résidence du propriétaire des bons, même si ce pays n'appartient pas à la même zone monétaire que celle dont était affecté le compte « capital » par le débit duquel la souscription s'est effectuée.

Le transfert devra intervenir avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date de mise en paiement des intérêts.

§ 4. — AMORTISSEMENTS.

a) Règle générale.

Les bons seront remboursables à leur valeur nominale, par tranches égales, en huit ans, par voie de tirage au sort. Le premier amortissement s'effectuera à la fin de la troisième année suivant la date de jouissance.

b) Règles particulières aux bons émis au titre de l'émission « permanente ».

L'amortissement des bons faisant l'objet de l'émission « permanente » ouverte le 2 mai 1966 s'effectuera par voie de tirages au sort qui auront lieu chaque année, et pour la première fois en 1969. Ces tirages au sort s'effectueront par tirage d'un seul numéro qui devra être celui d'un titre en circulation ; les titres seront appelés au remboursement à partir de ce numéro dans l'ordre naturel des nombres et compte tenu des titres amortis antérieurement jusqu'à concurrence du nombre de bons à rembourser. Pour l'application de cette disposition, les numéros un et suivants seront considérés comme succédant immédiatement au numéro le plus élevé de ceux portés sur les bons.

Les bons sortis à chaque tirage seront remboursés à leur date de jouissance.

Les numéros des titres sortis aux tirages seront publiés au *Bulletin officiel* vingt jours au moins avant la date de la première opération de remboursement.

c) Transfert.

Le montant du remboursement des bons sera transférable à destination du pays étranger de résidence du propriétaire des bons, même si ce pays n'appartient pas à la même zone monétaire que celle dont était affecté le compte « capital » par le débit duquel la souscription s'est effectuée.

Le transfert devra intervenir avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la mise en paiement des montants remboursés.

§ 5. — NÉGOCIATION.

Les bons seront librement négociables entre non-résidents, que le règlement intervienne :

Soit à l'étranger ;

Soit au Maroc, par débit du compte « capital » de l'acheteur et crédit du compte « capital » du vendeur.

§ 6. — DÉLÉGATIONS ACCORDÉES AUX INTERMÉDIAIRES AGRÉÉS.

Délégation est accordée ou confirmée aux intermédiaires agréés pour l'exécution des opérations suivantes :

a) Débits de comptes « capital » pour la souscription, sans limitation de montant, à tous les bons émis en vertu du décret royal n° 040-66 du 20 chaoual 1385 (10 février 1966) ;

b) Expédition des titres au propriétaire à l'étranger, même si le pays de résidence de ce dernier n'appartient pas à la même zone monétaire que celle dont était affecté le compte « capital » par le débit duquel la souscription a eu lieu ;

c) Transfert du montant des intérêts échus, dans les conditions fixées au § 3. c) ci-dessus ;

d) Transfert du montant des remboursements effectués, dans les conditions fixées au § 4. c) ci-dessus ;

e) Débits, crédits et mutations consécutives aux opérations décrites au § 5. ci-dessus.

L'avis de l'Office des changes n° 989 du 20 juin 1960 est modifié en conséquence.

Avis de radiation de pavillons marocains.

Navire-citerne « Phryné ».

Par décision du ministre des travaux publics et des communications n° 269-66 en date du 12 mai 1966, est rayé des matricules de la marine marchande le navire-citerne « Phryné », immatriculé à Casablanca sous le numéro 6-341, et que son propriétaire, Société maritime, demeurant 6, quai François-Maillet-Sete-(Hervault), est autorisé à exporter sur la France en vue de son transfert.

La décision du ministre des travaux publics et des communications recevra son application trente jours après la publication au *Bulletin officiel* du présent avis.

* * *

Caboteur « Tamaris ».

Par décision du ministre des travaux publics et des communications n° 270-66 en date du 12 mai 1966, est rayé des matricules de la marine marchande le caboteur « Tamaris », immatriculé à Casablanca sous le numéro 6-9, et que son propriétaire M. Holliger Eric, demeurant 20, rue Colbert, Casablanca-Maroc, est autorisé à exporter sur l'Italie en vue de sa vente à M. Angelo Tredici-Marinà Di Carrara, Italie.

La décision du ministre des travaux publics et des communications recevra son application trente jours après la publication au *Bulletin officiel* du présent avis.

* * *

Cargo « Hasiblal ».

Par décision du ministre des travaux publics et des communications n° 271-66 en date du 12 mai 1966, est rayé des matricules de la marine marchande le cargo « Hasiblal », immatriculé à Casablanca sous le numéro 6-486, et que son propriétaire, la Compagnie Orano marocaine, demeurant 26, boulevard Hassan-Seghir, Casablanca-Maroc, est autorisé à exporter sur la principauté de Monaco en vue de sa vente à la Compagnie générale d'armement à Monaco.

La décision du ministre des travaux publics et des communications recevra son application trente jours après la publication au *Bulletin officiel* du présent avis.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES COMMUNICATIONS

Avis de découvertes d'épaves maritimes
(1^{er} trimestre 1966).

Sous-quartier maritime de M'Diq :

1° Un bidon métallique de 200 litres contenant de l'huile (produits minéraux). Découvert, le 4 février 1966, par MM. Triate Larbi et Mohamed Mohammedi Amat, agents de douanes à F'Nideq. Épave déposée au sous-quartier maritime de F'Nideq.

2° Un bidon métallique de 200 litres portant les marques suivantes : Dimo - 18 - SAE - 50. contenant de l'huile (produits minéraux). Découvert, le 5 février 1966, par l'équipage du canot « Maria Josefa » (3/3/1013.). Épave déposée au sous-quartier maritime de F'Nideq.

Sous-quartier maritime d'El-Jadida :

1° Un filet en crin de nylon se composant de mailles de 20^{mm} et 40^{mm}, couleur bleue et pesant 50 kilos. Découvert, le 27 mars 1966, à la lagune de Sidi-Moussa par M. Ahmed ben Smaïn, douar Ouled-Sidi-Ahmed à Sidi-Moussa par El-Jadida. Épave déposée au sous-quartier maritime d'El-Jadida.

2° Un fût d'huile de 200 litres, marque « Mobiloil ». Découvert, le 29 mars 1966, au large de Sidi-Abed, près de Sidi-Moussa, par M. M'Hamed ben Bouchaïb, douar Shamna, Ouled-Ayad par El-Jadida. Épave déposée au sous-quartier maritime d'El-Jadida.